

# La campagne de vaccination se chiffre à 5,2 milliards d'euros pour l'État

La politique vaccinale représente toutefois un coût dix fois inférieur aux mesures de soutien aux entreprises, estimées entre 55 et 60 milliards d'euros en 2021.

Par Océane Herrero

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 33 minutes



Le ministre délégué en charge des Comptes publics, Olivier Dussopt. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

Vaccins et tests PCR sont gratuits pour l'ensemble des Français depuis qu'ils sont disponibles sur le territoire. Mais cet engagement de la part de l'État a bien sûr un coût: la campagne de vaccination représentera, en 2021, un engagement financier de 5,2 milliards d'euros, a révélé le ministre délégué en charge des Comptes publics Olivier Dussopt, au micro de Radio J. Quant aux tests eux aussi pris en charge par l'État, ils ont représenté un coût de 2,8 milliards d'euros en 2020. Le ministre délégué prévoit que cette somme dépassera les 5 milliards d'euros en 2021, «*mais ce sont les meilleures solutions pour la santé des Français et pour l'économie*», soutient le ministre délégué.

**À VOIR AUSSI** - Le gouvernement estime que la crise du Covid-19 a coûté plus de 160 milliards d'euros à l'État

## «Un rebond économique rapide» espéré

Des sommes qui doivent en effet être mises en perspective avec le coût des mesures de soutien aux entreprises et aux salariés qui ont été mis en place par l'État depuis plus d'un an. *«Nous estimons que le coût de la crise, sans compter le plan de relance [de 100 milliards d'euros, dont 40 milliards abondés par l'Union européenne, NDLR], sera situé entre 55 et 60 milliards d'euros en 2021»*, précise ainsi Olivier Dussopt. Bercy estime en outre que le déficit va se creuser à 9% du PIB. Une prévision plus pessimiste que celle qui avait été présentée au moment du vote de la loi de finances pour 2021, qui se basait sur une estimation du déficit à 8,5%. *«Cette dégradation est due à un niveau d'aides inédit»*, explique Olivier Dussopt.

Pour le ministère de l'Économie, l'objectif est désormais d'amorcer une reprise rapide avec le déconfinement. *«Le niveau de dépense se justifie, mais il faudra s'arrêter, prévient le ministre délégué. Et nous avons à notre disposition des chiffres qui nous laissent croire à un rebond rapide de l'économie»*, citant les sommes récoltées par le biais de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en janvier et en février 2021, au moment d'un assouplissement relatif des mesures sanitaires. *«A 500 millions d'euros près,»* les recettes fiscales issues de la TVA étaient comparables à celles des mois de janvier et de février 2020, soit avant la crise sanitaire. Rappelons que cette taxe rapporte environ 10 milliards d'euros à l'État chaque mois.